

Réponse aux objections des Libéraux et des Conservateurs

Christian Rakovsky

Source: « The Manchester Guardian », lundi 22 septembre 1924, p. 7. Traduction et notes MIA

Vienne, dimanche. J'ai eu l'occasion aujourd'hui de m'entretenir avec le commissaire du peuple soviétique Rakovsky dans les environs de Vienne, où il se repose après le séjour éprouvant qu'il a fait à Londres.

« J'observe avec grand intérêt la campagne menée en Angleterre au sujet du traité anglo-russe »¹, dit-il. « Je ne veux pas évoquer les polémiques entre les partis anglais, mais je veux répondre à deux objections venant du camp conservateur, qui déclare qu'aucun prêt ne devrait nous être accordé parce que nous ne respectons pas les obligations internationales. Cela n'est pas exact. Pas un seul fait ni un seul mot ne justifie cette allégation. Au contraire, je peux donner des preuves que le gouvernement soviétique et ses représentants économiques respectent toutes les obligations financières qu'ils ont contractées avec les capitalistes étrangers.

« Pour souligner cette affirmation, je peux citer un discours de Sir Allan Smith aux industriels. Des déclarations similaires m'ont été faites personnellement par Sir A. Steel-Maitland, qui n'est nullement un ami de la Russie soviétique. Pour des raisons que je ne veux pas discuter ici, nous refusons seulement de reconnaître les obligations du régime tsariste. À cet égard, on connaît plusieurs précédents historiques où un gouvernement issu d'une révolution a refusé d'honorer les obligations de l'ancien régime.

« Tel était notre point de vue jusqu'aux négociations du traité anglo-russe, mais maintenant - et ici le gouvernement travailliste a rendu un grand service aux milieux industriels - nous avons déclaré notre volonté d'indemniser les anciens créanciers, bien que cela soit contraire à notre Constitution.

« La deuxième objection vient des libéraux, dont le porte-parole, [M. Lloyd George](#), déclare que le caractère et l'étendue des garanties de l'emprunt proposé ont été laissés dans l'ombre. Pourtant, tous ces points feront l'objet du second traité, qui doit également être discuté et ratifié par le Parlement. Nous avons déclaré à plusieurs reprises que la plus grande partie de l'emprunt sera dépensée en Angleterre, et qu'une petite partie seulement sera utilisée en Russie à des fins productives.

« Il est impossible de fixer à ce jour le montant réel de l'emprunt, mais il ne peut être très élevé. Sa mise en œuvre peut s'étendre sur une période de deux ou trois ans, ce qui ne représentera pas une charge considérable pour le marché financier anglais, d'autant plus que la plus grande partie de l'argent restera dans le pays.

1 Il s'agit du traité adopté à la suite de négociations tenues du 4 avril au 4 août 1924 à Londres où Rakovsky était chef de la délégation soviétique. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un accord sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « [Lettre de Zinoviev](#) », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

« Nous pensons pouvoir donner des garanties réelles. Si les Communes ne sont pas satisfaites des garanties proposées, il est encore possible de les refuser lorsque le second traité plus détaillé viendra en discussion.

« Il est très important que le présent traité place les relations anglo-soviétiques sur une base solide ; le développement économique de la Russie doit aller de pair avec celui de la Grande-Bretagne. Il y a en outre l'importance économique du traité. Je ne pense pas que cet autre facteur, aussi important, puisse échapper à l'attention des Communes. »